

« Cordemais, dernière centrale à charbon à fermer »

ENTRETIEN. Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, est à Nantes ce jeudi aux Assises nationales des déchets. Pour « Presse Océan », elle évoque ses grands dossiers.

PresseOcéan : en janvier 2023, vous donniez le feu vert pour la construction d'une usine de black pellets sur le site de la centrale de Cordemais, dans le cadre du projet EcoCombust visant à la transition de la centrale. La semaine dernière, EDF a annoncé l'abandon du projet. Pourquoi ce revirement ?

Agnès Pannier-Runacher : « En tant que ministre de la Transition énergétique (ndlr: 20 mai 2022-11 janvier 2024), je m'étais engagée à faire pression sur les dirigeants d'EDF pour qu'ils mettent en place un projet de reconversion décarbonée et pérenne de la centrale à charbon de Cordemais. EDF a estimé, après les études, que le projet de transition aux pellets ne permettait pas de répondre à ce cahier des charges. »

« J'ai demandé que d'autres projets soient étudiés pour le site et pour chaque salarié de Cordemais »

Quel est l'avenir du site ?

« La centrale de Cordemais sera notre dernière centrale à charbon à fermer en 2027. J'ai demandé que d'autres projets soient étudiés pour trouver des solutions pérennes pour le site et pour chaque salarié. Dans ces projets industriels à l'étude, il y a celui de la construction d'une usine Framatome de haute technicité pour la préfabrication de tuyaux de circuits de refroidissement pour les centrales nucléaires. Grâce à l'accélération des énergies renouvelables et au développement du nucléaire, il n'y a pas de risque de rupture énergétique pour l'Ouest de la France. On peut donc reconverter Cordemais sans crainte. Mais j'insiste bien sur l'objectif fixé à EDF : il s'agit de trouver des solutions industrielles de reconversion du site et pour tous les salariés. Actuellement,



Photo PO-XB

« Cordemais sera notre dernière centrale à charbon à fermer en 2027 », rappelle Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique.

nous en sommes au stade des études et de la faisabilité. »

L'année dernière, Christelle Morañals (Horizons), présidente de la Région des Pays de la Loire, plaide pour l'installation d'une mini-centrale nucléaire sur le site. Est-ce réaliste ?

« Je ne suis fermée à rien. Mais sur un tel projet, il faut tout regarder, notamment l'acceptabilité et la protection des populations. Et il faut également avoir un prototype de mini-réacteur abouti. On y travaille mais on n'y est pas encore. Enfin, il faudrait une loi, car on ne peut pas implanter une installation nucléaire sur un site dont ce n'est pas la vocation initiale

sans en passer par la loi. »

« Coupler la politique de déploiement des énergies renouvelables avec le développement des filières industrielles »

GE Vernova a annoncé une réduction drastique de ses effectifs sur ses sites de Montoir et Nantes. La menace d'une fermeture fait craindre le pire pour la filière de l'éolien en mer soumise à une forte concurrence. Quel lui répondez-vous ?

« J'ai pour stratégie constante de coupler la politique de déploiement des énergies renouvelables avec le déve-

loppement des filières industrielles correspondantes. On avait fait le constat que le carnet de commandes de l'éolien en mer allait connaître un creux à partir de 2024. C'est pourquoi la loi d'accélération des énergies renouvelables comporte un chapitre pour raccourcir ce creux. Avec Olga Givernet, ministre déléguée en charge de l'Énergie, nous avons l'ambition de lancer un appel d'offres en 2025 pour la production de 10 GW d'ici 2035 qui donnera de la visibilité. »

L'énergie est au cœur des préoccupations des Français qui ont vu leurs factures exploser. Quels sont vos moyens pour ne pas alourdir le poids de l'énergie pour le budget des ménages ?

« Moins on sera dépendant des énergies fossiles, plus on sera souverain sur notre facture énergétique. Avec le déploiement du nucléaire et des énergies renouvelables, les prix chez les opérateurs sont revenus à des niveaux beaucoup plus raisonnables. Maintenant, il faut que cela se traduise dans la facture des Français. Ça va arriver progressivement. La sobriété énergétique, la performance énergétique des logements, les véhicules électriques... nous aident également à maîtriser les factures en baissant la consommation. Pour ces derniers, nous travaillons à faire converger le prix avec celui des véhicules thermiques, notamment grâce aux aides de l'État. Mais il faut savoir que l'économie sur le carburant est en moyenne de 1200 € par an par rapport à un véhicule thermique. En 2018, les voitures électriques représentaient moins de 3 % des immatriculations, aujourd'hui on est entre 15 % et 20 %. En Chine, c'est une voiture sur deux et en Norvège, c'est 80 %. Le passage à l'électrique nécessite une transformation profonde de notre industrie mais si on s'arrête au milieu du gué, c'est toute l'industrie qui risque de disparaître face à ceux qui ont de l'avance. »



« Je m'étais engagée à faire pression sur les dirigeants d'EDF pour qu'ils mettent en place un projet de reconversion décarbonée et pérenne de la centrale à charbon de Cordemais. EDF a estimé, après les études, que le projet de transition aux pellets ne permettait pas de répondre à ce cahier des charges », explique la ministre. Photo archives Presse Océan-XB

Vous avez annoncé que la France avait baissé ses émissions brutes de gaz à effet de serre de 4,8 % en un an. Comment peut-on accélérer le mouvement ?

« On sait baisser les émissions de gaz à effet de serre. Il faut le dire ! Et je salue tous les Français et les acteurs engagés dans cette démarche, le bâtiment, les transports où c'est plus difficile, l'industrie qui fait de très gros efforts. La formule est connue : sobriété énergétique, efficacité énergétique (rénovation des logements, électrification du parc automobile, etc.), déploiement des énergies renouvelables et relance du nucléaire. Ces quatre piliers sont indispensables pour arriver à la neutralité carbo-

ne en 2050. Et pour la sobriété, l'effort doit d'abord venir des grands acteurs : les administrations, les collectivités, les industries... »

À Nantes, « les Assises vont être l'occasion d'annoncer des initiatives sur les déchets électriques et électroniques »

Vous êtes à Nantes aujourd'hui pour le lancement des Assises des déchets. Où en est la production de déchets en France ? La trajectoire va-t-elle s'accélérer ?

« La baisse des volumes des déchets mis en décharge, c'est-à-dire qui ne sont pas recyclés ou valorisés sous forme d'énergie, est de

l'ordre de 30 % par rapport à 2010, c'est un très bon résultat. Mais il faut aller plus loin. C'est un long travail car il faut trouver des solutions qui conviennent au plus grand nombre. Quand je vois que l'on paie encore à l'Europe une taxe de 1,5 milliard d'euros sur les emballages plastiques car nous ne sommes pas encore suffisamment efficaces pour les collecter et ainsi les recycler, je me dis qu'il y a des progrès à faire. C'est autant d'argent en moins pour les collectivités. L'Espagne, l'Allemagne... d'autres y arrivent. Il est important de faire mieux. Je veux travailler sur une feuille de route pour aller plus vite vers la réduction des déchets, le tri, le réemploi... Les Assises des déchets vont

également être l'occasion d'annoncer des initiatives sur la collecte des déchets électriques et électroniques, ainsi que les filières d'économie circulaire qu'on veut mettre en place car derrière ça il y a des emplois et des enjeux de souveraineté industrielle. Et il faut toujours coupler les politiques environnementales avec la création d'emplois. »

Paradoxalement, alors que la production de déchets baisse, les taxes d'enlèvement des ordures ménagères, fixées par les collectivités, ne cessent d'augmenter. N'y a-t-il pas un message contradictoire ?

« Il faut aller plus vite et plus fort si on veut réellement faire baisser les coûts de traite-

ment et le bon équilibre économique. Comme ça, on parviendra à atteindre la masse critique qui permettra de réduire la facture. Mais aujourd'hui, on en est encore au stade de la transition. »

De fait, la transition n'en est encore qu'à ses balbutiements...

« On est en train de changer des choses qui paraissent immuables. Mais on est au début du chemin. On est dans les investissements et on ne voit pas encore tous les bénéfices. Il faut s'appuyer sur l'innovation et la rendre accessible à tous. Il faut que l'écologie parle à chacun car elle améliore l'environnement, le cadre de vie, la santé, le quotidien. »

Dominique Bloyet